

M. Low : On ne peut pas faire connaître ce que l'on ignore.

M. COLDWELL : M. MacKenzie a prononcé, l'autre soir, à la radio, une causerie sur l'énergie atomique qui correspond, je crois, à l'idée de M. Fleming.

Le TÉMOIN : J'ai également parlé à la radio l'autre soir. Radio-Canada a présenté une série complète d'émissions en vue de renseigner l'opinion publique sur ces questions. Je tiens aussi à attirer l'attention du Comité sur le fait que, conscient de son devoir d'éclairer le public, l'Engineering Institute of Canada a consacré toute la réunion de Toronto à l'énergie atomique. On y a présenté un certain nombre de très bonnes études qui, je l'imagine, seront publiées dans le prochain numéro du Journal de l'Engineering Institute.

De plus, il y a deux ou trois semaines, un cercle d'étude, qui avait surtout trait à l'aspect scientifique de la question, a eu lieu à Hamilton. Ces mémoires seront également publiés. La réunion de Hamilton a porté sur l'aspect scientifique et celle de Toronto sur l'aspect technique de la question. On y a donné une foule de renseignements très précieux, de sorte que les gens peuvent réellement comprendre et juger ces divers problèmes.

Enfin, la presse des Etats-Unis, surtout le *Herald-Tribune* et le *Times*, suit de très près tous nos travaux aux Nations Unies. Les journaux de New-York publient tous les jours de nombreux articles sur ce qui se passe à la Commission.

M. COLDWELL : Il n'en est pas question dans nos journaux.

Le TÉMOIN : Pas assez, malheureusement. Il y a aux Etats-Unis des gens, comme Lilienthal et M. Winne, de la General Electric, qui parcourent le pays et adressent la parole chaque fois qu'ils en ont l'occasion. D'autres, qui sont de grandes autorités, donnent des causeries dans l'unique intention de renseigner le public sur les aspects techniques, dans la mesure où le permet la sécurité. M. Osborne, par exemple, de la délégation américaine, fait des discours en vue de renseigner l'opinion publique. Il est de toute première importance que l'opinion publique soit éclairée, non seulement dans le pays, mais aussi au Parlement; il est certain en tout cas qu'il doit en être ainsi avant que nous tentions de légiférer sur ces questions et de prendre une décision. C'est alors que les opinions se partageront.

M. COLDWELL : Permettez-moi de dire que les renseignements que le Comité a obtenus sont très précieux. Je crois que nous pouvons tous nous rendre utile en nous en inspirant dans nos prochains discours sur la colline parlementaire.

*M. Winkler :*

D. L'expansion des usages pacifiques de l'énergie atomique n'apportera-t-elle pas de nouveaux problèmes et de nouvelles responsabilités à la Commission de l'énergie atomique en ce qui concerne la conciliation des vastes usages de cet élément avec le maintien du contrôle?—R. Oui, les problèmes relatifs aux usages du temps de paix sont très très importants. Encore une fois, nous avons un peu de temps à notre disposition. Cette grande expansion ne se produira pas du jour au lendemain. Heureusement, comme je l'ai dit, nous avons du temps à notre disposition pour aviser.

*M. Jaques :*

D. Me permettez-vous de poser une autre question au général, monsieur le président? J'ignore s'il voudra y répondre, mais elle me semble pertinente à l'heure actuelle. Les nations se réarment. Comme vous le savez sans doute, notre débat à la Chambre dans le moment porte sur une mesure concernant la défense armée du pays. La Grande-Bretagne a voté pour la conscription totale. Si le problème de la bombe atomique était réglé demain et s'il était possible de supprimer la menace de la bombe atomique dans l'univers entier, vous plairait-il de nous dire si vous croyez que dans ce cas les nations voudraient et pourraient se désarmer complètement?—R. Vous me demandez de faire une déclaration passablement hardie. Je crois, si je puis m'exprimer ainsi, que la réponse à cette question dépasse la science et la sagesse de n'importe quel individu. Cela devient en réalité une affaire d'opinion. J'exprime cette opinion non pas comme une réponse, mais